L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 10 MAI 1856.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Co.
G. P. WEISSE, H. BOURCIER,
E. DUVERGES, E. BARRET.

Rue de Chartres No. 62, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS
SAMEDI MATIN, 10 MAI.

ABONNÉS A LA SEMAINE.

Les porteurs de l'Abeille sont autorisés à recevoir des abonnements à la semaine, à raison de 25 cents pour les 52 semaines. Il ne présente tous les jours dans les bureaux des personnes qui désirent s'abonner pour un mois ou deux, mais comme on leur ouvrant un compte particulier pour une aussi courte période, nous sommes obligés de leur faire payer comptabilité, nous avons résolu de tout confier en gérontant nos porteurs à nous représenter. C'est donc à ces derniers que les abonnent à la semaine de 2 trois mois devront payer le montant de leur abonnement hebdomadaire.

Elections municipales.

Les élections municipales sont fixées par la nouvelle charte au mois de juin, et nous voyons que les partis commencent à s'en préoccuper.

Les démocrates réunis jeudi soir en convention ont nommé leur candidat M. E. mont Janvier avocat général, a été désigné pour la place de maire ; M. Jean McHenry, pour la place de contrôleur; et M. J. A. D'Hémécourt, pour celle de commissaire des rues.

Cinq citoyens sagréaient à la première de ces candidatures : MM. le Dr Mercier, Jacques Lewis, W. A. Moore, E. Rosenblatt et W. C. C. Claiborne. La convention a répartit ses suffrages entre trois seulement, MM. Mercier, Lewis et Elmore.

Au premier scrutin, M. Mercier a reçu le nombre de voix le plus considérable ; il ne lui manquait que trois voix pour obtenir la majorité absolue et être désigné. Au second scrutin, deux de ses amis l'ont abandonné pour passer à M. Elmore qui, ayant eu outre obtenu les voix donnés à la première épreuve à M. Lewis, l'a emporté sur ses rivaux.

M. Elmore est un homme des citoyens les plus honorables, mais il nous semble peut être estimable et n'avoir pas les qualités nécessaires pour administrer avec succès une ville comme la Nouvelle-Orléans. Ce qu'il faut avant tout au fonctionnaire élevé à la tête de nos affaires municipales, c'est une grande fermeté et une complète indépendance.

Nous ne savons si M. Elmore aura assez de force morale pour se placer en dehors de la tyrannie des cliques et des comités plus ou moins occultes, mais nous craignons qu'il n'ait point l'énergie que réclame l'exercice de quelques unes des fonctions attribuées à la mairie ; la direction de la police exige une grande vigueur d'esprit et une détermination à toute épreuve. Nous nous trompons peut-être, mais il nous semble que ce sont là des qualités qui manquent complètement à M. Elmore et dont il n'a jamais fait preuve et qu'il remplissait ici les devoirs d'avocat-général.

Sous ce rapport, M. Mercier ou M. W. C. C. Claiborne eussent offert à leur parti et aux citoyens en général de véritables garanties. L'un et l'autre ont une rare énergie de caractère et n'auraient certes jamais consenti à recevoir de mot d'ordre d'une coterie ou de quelques chefs. La convention a semblé considérer le candidature de M. Claiborne comme non avenue, mais M. Mercier a réuni tout d'abord de nombreux suffrages, et nous regrettons que ses amis et ceux de M. Lewis ne se soient pas réunis pour assurer son succès. Quelque soit le candidat que les citoyens placeront à la tête de nos affaires municipales, nous désirons qu'il unisse la fermeté à l'indépendance, et qu'il agisse comme maître dans l'intérêt de tous, et non dans l'intérêt d'un parti ou d'une faction.

Le parti opposé aux démocrates n'a pas encore qui nous sachions, désigné de candidats. Il y a quelque temps, un meeting tenu dans l'Arcade a nommé, au milieu d'une certaine confusion, des candidats pour les places municipales. M. Charles Waterman a été désigné pour les fonctions de maire, M. Thomas Theard pour les fonctions de contrôleur, et M. J. B. Rust pour celles de commissaire des rues.

Ces candidatures, proclamées avant l'adoption de la nouvelle charte et en vue des élections qui, sous l'empire de l'ancienne loi, devaient avoir lieu à la fin de mars, sont-elles encore valables? Nous l'ignorons, mais il est probable qu'elles seront maintenues. Nous croyons aussi que le parti américain les soutiendra, car cette fraction, car cette était, nous l'espérons, son intention à l'époque où elles ont été proclamées.

Le trésorier de la voyer nouvelle a été désigné par les électeurs : la nouvelle charte établi un conseil de soin de leur nomination. Le principe électoral est maintenant appliqué à tant de fonctions, que nous ne sommes pas loin de cette restriction. Puisque le trésorier et le contrôleur sont élus par le peuple, il est évident que le commissaire des rues ont aussi le même sphère d'action et sont, par conséquent appelés à se contrôler, il n'est pas besoin qu'ils relèvent de deux autorités différentes et que la source de pouvoir dans un cas ne soit pas la même dans l'autre.

Il reste maintenant aux Démocrates communaux à choisir des candidats pour le Conseil de ville.

Nous voudrions croire que les deux partis ignoreront de leurs chefs des hommes capables de gérer nos affaires, mais vraiment nous n'en avons guère l'espoir. Dieu veuille que nous nous trompions et que des chefs de ces deux partis ne se placent pas entre les intérêts de la cité et ceux qui par leurs intrigues et leur ambition cherchent à la corrompre publique. La nouvelle charte, exige de nos représentants municipaux de plus grandes qualités que celles qu'on exigeait de ceux qui l'ont précédée. Il est donc par impossible qu'ils ne soient pas à la hauteur de leur position et de leurs devoirs.

Le Conseil doit le maintenir à la tête des affaires quelques semaines à beaucoup faut pour la prospérité de la ville, mais il laisse son œuvre inachevée et il est au pouvoir de celui qui le remplacera soit d'améliorer encore la situation soit de revenir à la déplorable routine du passé. Voilà pourquoi nous faisons des vœux pour que les deux partis choisissent des candidats acceptables et dignes des importantes fonctions que le peuple doit leur attribuer. La question politique actuelle pour nous. Quels que soient les élus, démocrates ou américains, champions d'un parti ou indépendants, nous applaudirons à leur triomphe si ce sont des hommes sûrs, actifs, probes et intelligents.

BRAZOS. Nous avons reçu hier par le *Natchez* des avis de Brazos jusqu'au 30 avril. La plus grande harmonie règne en ce moment entre les Américains de Brownsville et leurs voisins Mexicains de Matamores. Ces derniers ont donné un grand bal au gouverneur de Tamaulipas.

THÉATRE D'ORLÉANS.— Ce soir, les *Amours du Diable*.

Demain, dimanche, bénéfice de M. Masure. Ce consciencieux artiste ne sera sans doute pas oublié des habitués. Un grand et magnifique drame d'Alexandre Dumas — *le Chevalier de Maison Rouge* — fera les frais de la soirée.

La représentation de lundi est au bénéfice des choristes. Le reprise des *Mariées* est annoncée pour ce jour-là. L'Académie fait un monument de Clay d'après cette nouvelle, nous son patronage. Il rappelle les services avec lesquelles les artistes de notre scène lyrique, hommes et femmes, ont offert leur concours pour la cérémonie de la pose de la première pierre, elle a voulu leur témoigner sa reconnaissance en s'intéressant à leur bénéfice. La entre des *Mariées*, la belle Castaldi en l'honneur de Clay, paroles de M. Dennoyer Rochereau, musique de G. Pagvoar, sera chantée par tous les artistes du Théâtre.

Le *Red River Republican*, rédigé jusqu'ici par M. Sam, rical d'être dédié à M. Charles Stoddard, éditeur de talent, qui était connu sous le nom de Solitaire.

CARTE DU NICARAGUA.—M. Zelli Baldwin, libraire, 110 Passage de la Bourse, vient de publier une excellente carte du Nicaragua. Dans un moment et les événements qui s'accomplissent dans l'Amérique centrale fixe l'attention du monde entier, une carte du Nicaragua est indispensable pour suivre et comprendre les mouvements des parties belligérantes.

LES ZOUAVES.—On n'a pas oublié la charmante production, il y a quelques mois, par la pantomime, dans le *Manoir des Ramiers*. Mondet, des articles sur les Zouaves et les Chasseurs à pied, qu'on a lus, on le sait libralité, à un des premiers d'Afrique. Nous croyons être agréables à nos lecteurs en leur annonçant que ces articles, si justement remarqués, ont été édités en un charmant volume, en vente à la *Librairie Américaine*. Cette librairie vient de recevoir de livres français, pour le départ très chic, parmi lesquels nous signalerons un cours d'*Histoire* par Michelet, et des *Mémoires* d'Alexandre Dumas, étude politique qui a été une sation à Paris. *Pauvre Jean* par Paul Féval, la suite de la publication du *Juif errant*, et un grand nombre de volumes de romans des plus en faveur à Paris.

Salle de lecture.

Mardi dernier a été inaugurée dans notre bureau de rédaction, rue Chartres, une salle de lecture. La public y trouvera, les journaux les plus répandus des États-Unis, de l'Europe et de Mexique, de la Havane, et de Vera-Cruz. Grâce de cette partie de notre bureau est ouverte à tout le monde.

CHRONIQUE LOCALE.

Les Cours de Minuit.—L'avocat de district a jugé, hier, dans la matinée, trois affaires. Celle de Jean Bernard a occupé l'attention pendant deux heures. Le jury a rendu un verdict de non-culpabilité. Le prévenu était défendu par MM. Ashy et Lacoste, et l'avocat de district par M. Hennen. Les trois autres affaires ont été jugées en quelques minutes. Il s'agissait de vols. Les prévenus ont été déclarés coupables. Le tribunal a condamné Jean Bernard à deux ans de prison, Thomas Jackson à un an et un jour, et Edward Smith à huit mois de prison. Thomas Jackson a interjeté appel. Les prévenus ont été défendus par M. Hennen.

—A la Quatrième Cour, l'affaire J. L. Winter contre le *N. O. Courier* recommencera aujourd'hui, à midi.

—A la Cinquième Cour, le jury auquel avait été adjoint l'affaire Sherman contre Maynard a entendu, hier, les témoignages des parties. Il a été ajourné à midi aujourd'hui pour entendre les plaidoyers des avocats et rendre son verdict.

—A la Sixième Cour de District.—M. J. B. Spoon réclamait à MM. Lemaden, Kendall & Co. possession d'un Pouvoir, $10,000 de dommages pour libelle. Jugement a été donné en faveur de M. Spoon accordé de dommages et a condamné le défendeur à acquitter les frais de procès. MM. Hunt et Fenner soutenaient les défendeurs ; MM. Marr, Dunlap et Woodridge représentaient M. Spoon.

Accusations de vol.—F. M. Wagner a été arrêté hier sous plusieurs chefs d'accusation de vol. Le plaignant contre lui est le Dr Mercier, Charles Dondon et Morris Ullman, à New York, des marchands de vêtements manufacturés. Il a été mis en prison. L'interrogatoire aura lieu, le 12 du courant, devant le recorder du Premier District.

Devant la 1re Cour.—Cet après-midi, tenue, devant la Première Cour de District :

Charles Farwell, pour avoir maltraité Sarah Lewis, demeurant dans la rue Genaire. L'affidavit déclarait que Perrow a essayé de lui porter un coup de couteau.—Le prévenu, jugé, a été déclaré coupable et condamné à $100 d'amende.

Michel Pure, cocher de police, pour port d'arme cachée.—Le cocher avait arrêté une femme ivre, dans la rue Bayadère. M. Maspédan étant, croyant qu'il la frappait sérieusement, intervint. Michel voulut l'arrêter ; il prit la fuite et l'officier le poursuivit. La femme avait profité de la circonstance pour disparaître. Pendant très un pistolet et fit mine de s'en servir.—Le recorder a exigé un cautionnement.—Grosse et Thomas Donald que l'officier accusait de l'avoir empêché de remplir son devoir en l'aidant à éviter la femme qu'il avait arrêtée, ont été acquittés.

Joseph R. Foster, h. c. l., propriétaire d'un cabaret de la rue Dryades, pour avoir profané des mauvais mots la Divinité.—Condamné à $100.

George Sewell, pour prévention de tentative de meurtre sur la personne de la mère de Miss Harriet Lewis, Prévenu, il est déclaré coupable et interrogé par le tribunal.—Cautionnement de $200.

Etta Cecilia Clay, pour avoir essayé de mettre le feu à une maison de M. Thomas Dicerbo. Elle a été chargé pour porter quelques d'incendier la propriété, mais au lieu de faire ce qui lui avaient prescrit, elle alla trouver le docteur et lui offrit de le mettre en possession du secret si elle consentait à l'épouser. Le docteur refusa et la renvoya. Elle revint quelques jours après et mit le feu à la maison. Elle a été déclarée coupable et condamnée à deux ans de prison.

Cour de Minuit.—Hier, dans la matinée, Jean Bernard a été jugé par un jury spécial. Il a été acquitté. Il était défendu par MM. Ashy et Lacoste, et l'avocat de district par M. Hennen.

Trois autres affaires ont été jugées en quelques minutes. Il s'agissait de vols. Les prévenus ont été déclarés coupables. Le tribunal a condamné Jean Bernard à deux ans de prison, Thomas Jackson à un an et un jour, et Edward Smith à huit mois de prison. Thomas Jackson a interjeté appel. Les prévenus ont été défendus par M. Hennen.

Accusations de vol.—F. M. Wagner a été arrêté hier sous plusieurs chefs d'accusation de vol. Le plaignant contre lui est le Dr Mercier, Charles Dondon et Morris Ullman, à New York, des marchands de vêtements manufacturés. Il a été mis en prison. L'interrogatoire aura lieu, le 12 du courant, devant le recorder du Premier District.

Devant la 1re Cour.—Cet après-midi, tenue, devant la Première Cour de District :

Charles Farwell, pour avoir maltraité Sarah Lewis, demeurant dans la rue Genaire. L'affidavit déclarait que Perrow a essayé de lui porter un coup de couteau.—Le prévenu, jugé, a été déclaré coupable et condamné à $100 d'amende.

Michel Pure, cocher de police, pour port d'arme cachée.—Le cocher avait arrêté une femme ivre, dans la rue Bayadère. M. Maspédan étant, croyant qu'il la frappait sérieusement, intervint. Michel voulut l'arrêter ; il prit la fuite et l'officier le poursuivit. La femme avait profité de la circonstance pour disparaître. Pendant très un pistolet et fit mine de s'en servir.—Le recorder a exigé un cautionnement.—Grosse et Thomas Donald que l'officier accusait de l'avoir empêché de remplir son devoir en l'aidant à éviter la femme qu'il avait arrêtée, ont été acquittés.

Joseph R. Foster, h. c. l., propriétaire d'un cabaret de la rue Dryades, pour avoir proféré des mauvais mots contre la Divinité.—Condamné à $100.

George Sewell, pour prévention de tentative de meurtre sur la personne de la mère de Miss Harriet Lewis. Prévenu, il est déclaré coupable et interrogé par le tribunal.—Cautionnement de $200.

Etta Cecilia Clay, pour avoir essayé de mettre le feu à une maison de M. Thomas Dicerbo. Elle a été chargé pour porter quelques d'incendier la propriété, mais au lieu de faire ce qui lui avaient prescrit, elle alla trouver le docteur et lui offrit de le mettre en possession du secret si elle consentait à l'épouser. Le docteur refusa et la renvoya. Elle revint quelques jours après et mit le feu à la maison. Elle a été déclarée coupable et condamnée à deux ans de prison.

FEUILLETON.

LES MOHICANS DE PARIS.

SUITE DU CHAPITRE IX.—UN COCHER QUI PREND DES PRÉCAUTIONS.

Tous les visages des buveurs dénotèrent successivement une certaine surprise.

M. Gérard se retira dans l'ombre de corridor.

—Oh! oh! dit un des commensaux de l'hôtellerie, est-ce qu'il se croirait déshonoré d'entrer dans une auberge, votre bourgeois?

—C'est un sauvageon en bonne fortune, dit un autre en riant.

—Alors, c'est son genou qu'il a passé par la porte et non sa tête, dit un troisième.

—Imbécile, répliqua le premier, puisqu'il a parlé.

—Eh bien ?

—Ça ne passe pas avec le genou.

—Mais voilà, bourgeois, dit Barnabé; quoi qu'il y a pour votre service ?

M. Gérard lui expliqua les changements intervenus dans le programme, et comme quoi, il le priait de l'attendre sur la grand'route, au lieu de l'attendre à la porte d'entrée du château.

L'exposition de M. Gérard fut coupée par de fréquens : "Hum! hum!"

M. Gérard comprit qu'il y avait dans ces chuchotements des projets peu favorables à accueillir que chose qui contrariait maître Barnabé.

Enfin, lorsqu'il eut bien exposé son désir :

—Mais, dit M. Barnabé, si nous ne nous retrouvons pas sur la grand'route ?

—Comment voulez-vous que nous ne nous retrouvions pas ?

—Si vous passez sans me voir, par exemple.

—Il n'y a pas de danger, j'ai de bons yeux.

—C'est que, voyez-vous, il y a des gens dont la vue s'affaiblit quand ils ont une voiture depuis quelques heures et qu'ils doivent cinquante francs au cocher. J'ai connu des bourgeois, par exemple—je ne dis pas cela pour vous, Dieu merci! qui avaient l'air plus honnête homme que la terre ait jamais porté—je disais donc que j'avais connu des bourgeois qui, après m'avoir gardé toute la journée, m'laissaient courir des heures entières du soir au passage Dauphine ou au passage Véro-Dodat, et qui disaient : "Attendez-moi, cocher, je reviens."

—Eh bien! demanda M. Gérard.

—Eh bien! . . . et qui ne revenaient pas.

—Oh! dit M. Gérard, incapable, mon ami . . .

—Je vous crois, je vous crois ; mais voyez-vous, cependant . . .

Mon cher ami, dit M. Gérard, n'est-ce que cela ?

Et, tirant deux louis de sa poche, il les donna à maître Barnabé.

Maître Barnabé profita d'un rayon de lumière qui filtrait sous les pas de porte entrebâillée pour examiner ces deux tragi-comédie, à faire ressortir avec évidence tout ce qu'a de supériorité nécessaire et facile la position d'un homme en possession du pouvoir, pourvu qu'il soit animé d'un intérêt unique, son propre et personnel intérêt, lorsqu'il n'a plus devant lui qu'un homme fatigué, avili par l'orgie, étourdi d'illusions, des sens de bien dégoûtés et découragés, des adversaires divisés, jaloux les uns aux autres, égaris par des ressentiments réciproques, par des rancunes, par des jalousies réciproques, qui caractérisent la fâcheuse période, telles qu'elles sont dépeintes dans les traités classiques de pathologie humaine.

FEUILLETON.

LES MOHICANS DE PARIS.

SUITE DU CHAPITRE IX.—UN COCHER QUI PREND DES PRÉCAUTIONS.

Tous les visages des buveurs dénotèrent successivement une certaine surprise.

M. Gérard se retira dans l'ombre de corridor.

—Oh! oh! dit un des commensaux de l'hôtellerie, est-ce qu'il se croirait déshonoré d'entrer dans une auberge, votre bourgeois?

—C'est un sauvageon en bonne fortune, dit un autre en riant.

—Alors, c'est son genou qu'il a passé par la porte et non sa tête, dit un troisième.

—Imbécile, répliqua le premier, puisqu'il a parlé.

—Eh bien ?

—Ça ne passe pas avec le genou.

—Mais voilà, bourgeois, dit Barnabé; quoi qu'il y a pour votre service ?

M. Gérard lui expliqua les changements intervenus dans le programme, et comme quoi, il le priait de l'attendre sur la grand'route, au lieu de l'attendre à la porte d'entrée du château.

L'exposition de M. Gérard fut coupée par de fréquens : "Hum! hum!"

M. Gérard comprit qu'il y avait dans ces chuchotements des projets peu favorables à accueillir que chose qui contrariait maître Barnabé.

Enfin, lorsqu'il eut bien exposé son désir :

—Mais, dit M. Barnabé, si nous ne nous retrouvons pas sur la grand'route ?

—Comment voulez-vous que nous ne nous retrouvions pas ?

—Si vous passez sans me voir, par exemple.

—Il n'y a pas de danger, j'ai de bons yeux.

—C'est que, voyez-vous, il y a des gens dont la vue s'affaiblit quand ils ont une voiture depuis quelques heures et qu'ils doivent cinquante francs au cocher. J'ai connu des bourgeois, par exemple—je ne dis pas cela pour vous, Dieu merci! qui avaient l'air plus honnête homme que la terre ait jamais porté—je disais donc que j'avais connu des bourgeois qui, après m'avoir gardé toute la journée, m'laissaient courir des heures entières du soir au passage Dauphine ou au passage Véro-Dodat, et qui disaient : "Attendez-moi, cocher, je reviens."

—Eh bien! demanda M. Gérard.

—Eh bien! . . . et qui ne revenaient pas.

—Oh! dit M. Gérard, incapable, mon ami . . .

—Je vous crois, je vous crois ; mais voyez-vous, cependant . . .

—Mon cher ami, dit M. Gérard, n'est-ce que cela ?

Et, tirant deux louis de sa poche, il les donna à maître Barnabé.

Maître Barnabé profita d'un rayon de lumière qui filtrait sous les pas de porte entrebâillée pour examiner ces deux tragi-comédie, à faire ressortir avec évidence tout ce qu'a de supériorité nécessaire et facile la position d'un homme en possession du pouvoir, pourvu qu'il soit animé d'un intérêt unique, son propre et personnel intérêt, lorsqu'il n'a plus devant lui qu'un homme fatigué, avili par l'orgie, étourdi d'illusions, des sens de bien dégoûtés et découragés, des adversaires divisés, jaloux les uns aux autres, égaris par des ressentiments réciproques, par des rancunes, par des jalousies réciproques, qui caractérisent la fâcheuse période, telles qu'elles sont dépeintes dans les traités classiques de pathologie humaine.

CHARTE
DE LA COMPAGNIE DE STEAMERS DU SUD
A LA NOUVELLE-ORLEANS.

L'ETAT DE LA LOUISIANE, ville de la Nouvelle-Orléans.—Qu'il soit connu que le neuf cinquième jour de mars de l'an huit cent cinquante et un de la quatre-vingt-troisième année de l'indépendance des États-Unis d'Amérique, pardevant moi, Pierre Soulé, notaire public, dûment commissionné et assermenté pour la paroisse d'Orléans, fut de la Louisiane, et en présence des témoins ci-après nommés, sont et qui ont signé, se sont présentés les personnes dont les noms suivent, lesquelles ont déclaré et déclarent par ces présentes, qu'elles ont entre elles formé une compagnie dans le but de transporter des hommes, des marchandises et des dépêches, entre la Nouvelle-Orléans et les différents points du Mississippi, du Missouri, de l'Ohio et de leurs affluents, et ont arrêté et convenu entre elles les articles et conditions suivants, qui constituent les lois de ladite compagnie, savoir :

Art. I.—Il est par les présentes établi une compagnie sous le nom de Compagnie de Steamers du Sud, dont le but est de transporter des hommes, des marchandises et des dépêches entre la Nouvelle-Orléans et les différents points du Mississippi, du Missouri, de l'Ohio et de leurs affluents, et dont le siège est établi à la Nouvelle-Orléans.

Art. II.—Dans le cas où un actionnaire négligerait de payer, dans les trente jours après la mutuelle, le montant d'une souscription à échoir sur le fonds social ou aux actions restées non en vente publique ou privée, celui-ci ne sera déchargé la Commission, et le produit, de la vente sera payé à la Compagnie, à titre de dommages et intérêts, sans préjudice de son recours sur les biens de la Compagnie. Aucun actionnaire ne pourra voter, en aucun temps, et son compte n'est pas compté.

Art. III.—Le capital social de la Compagnie sera de $500,000, divisé en 5,000 actions de $100 chacune, payables comptant ou par versements mensuels de 10 pour cent, sur la somme de la souscription ; lesquels versements seront faits aux époques et lieux que le directeur désignera. Les actions seront au porteur et ne pourront être transférées que par le transfert sur les livres de la Compagnie. Aucun actionnaire ne pourra voter, en aucun temps, et son compte n'est pas compté.

Art. IV.—Les actions de la Compagnie seront émises par le directeur, sur la demande de la majorité des actionnaires, et ne pourront être émises à un prix inférieur à celui qui aura été fixé par la majorité des actionnaires.

Art. V.—Les affaires de la Compagnie seront dirigées par un directeur, un secrétaire et un trésorier, qui seront élus par la majorité des actionnaires, et qui resteront en fonction pendant un an, ou jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus et aient pris possession de leurs fonctions. Ils seront choisis parmi les actionnaires, et devront être propriétaires de cinq actions au moins. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. VI.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. VII.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. VIII.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. IX.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. X.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XI.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XII.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XIII.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XIV.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XV.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XVI.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XVII.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XVIII.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XIX.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XX.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XXI.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XXII.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XXIII.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XXIV.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XXV.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XXVI.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XXVII.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XXVIII.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XXIX.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XXX.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XXXI.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XXXII.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XXXIII.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XXXIV.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XXXV.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XXXVI.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XXXVII.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécutives, après leur élection. Ils seront rééligibles. Ils auront le droit de voter comme actionnaires, mais ne pourront voter comme directeurs, secrétaire ou trésorier.

Art. XXXVIII.—Le directeur, le secrétaire et le trésorier, ainsi que les autres officiers de la Compagnie, seront élus par la majorité des actionnaires, et leurs noms seront publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans, pendant trois semaines consécut